

Budget 2015
Affaires internationales et européennes
Intervention de Michel Bock

Monsieur le Président, Monsieur le Vice Président, chers collègues,

Avant de développer mon propos, je tiens au nom du groupe EELV, à remercier l'équipe de l'unité des affaires internationales et européennes et en particulier Didier Jean pour sa très grande disponibilité.

Voilà près de deux ans que notre groupe plaide pour la sanctuarisation du budget des affaires internationales et européennes. Il nous semble que c'est au nom de principes politiques, humanistes que notre collectivité, la plus riche d'Europe, se doit, même en période de contraction budgétaire, de ne pas toucher à ce budget. Il nous avait semblé, lors de la dernière commission permanente que le président de la région avait assez fermement plaidé pour cette optique et cet engagement.

Remettons aujourd'hui en cause les **valeurs**, les **principes d'action** inscrits dans le rapport cadre AIE voté en novembre 2010, rapport auquel nous écologistes avons apporté une contribution importante ?

- Les énormes mutations en cours liées à la crise écologique globale et aux impasses du modèle de développement productiviste

- La place grandissante des collectivités et de leurs réseaux dans les relations internationales

La nécessité de coopérer avec collectivités partenaires pour échanger inventer leur propre modèle d'un développement durable, alors qu'elles sont elles-mêmes touchées par les dégradations environnementales et sociales.

Nous voulons le souligner à notre assemblée : Le Mali, le Sénégal, la Mauritanie, Madagascar et Haïti avec qui nous sommes en coopération font partie des 48 pays les moins avancés, c'est-à-dire les plus faibles et les plus pauvres au monde, possédant les ressources et des infrastructures défaillantes les rendant les plus vulnérables au changement climatique.

Veut-on mettre sous le boisseau des principes qui, disions-nous, « ont vocation à irriguer tous les champs de son action internationale :

- le respect des droits humains fondamentaux et le développement d'une culture de paix ;
- le renforcement de l'État de droit et la démocratisation des institutions ;
- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- le respect des peuples indigènes ;
- la volonté de promouvoir un modèle durable de développement partout dans le monde eu égard, notamment, à la responsabilité du Nord dans l'exploitation des ressources disponibles ;
- La lutte contre le dérèglement climatique
- la promotion de l'éducation et de la culture comme vecteurs d'émancipation ;

Sur chacun de ces principes, nous pouvons aujourd'hui faire référence à une action, une coopération, un débat initié par la région.

Alors que ceux ici qui pensent que la solidarité et les relations internationales des collectivités sont un supplément d'âme de l'action ;

Que celle, en l'espèce Madame Péresse, qui à chaque CP nous fait don d'un amendement redéployant les crédits des affaires internationales vers d'autres secteurs ;

Que tous ceux qui parlent de nécessité d'entrer et de s'adapter à la mondialisation des échanges ;

Que tous ceux-là nous disent clairement, avec la traduction budgétaire, que les 9 millions d'euros de ce budget sont inutiles en période de contraction budgétaire ; Que la solidarité entre les peuples est aujourd'hui surannée. Qu'il assume cette haute idée de la responsabilité politique et des valeurs de la République.

L'année 2015 placera la région IDF au plus haut de la visibilité internationale au moment du sommet sur le climat qui accueillera 193 pays du monde. Comment ne pas être fier et saisir l'occasion pour faire la démonstration de l'efficacité de l'action régionale en la matière. Qu'ils assument, alors que nous recevons en décembre prochain la conférence Paris Climat 2015 de baisser le budget AIE.

Voilà pourquoi, comme pour le budget 2014, nous ne parvenons pas à comprendre la baisse du budget consacré à l'investissement, baisse d'année en année proposé par l'exécutif (baisse des AP de plus de 53% et de 64% en CP en 5 ans)

C'est pour cette raison que nous avons plutôt apprécié, l'annonce par l'exécutif au cours du débat d'orientation budgétaire du maintien des politiques régionales pour les affaires internationales et européennes. Une baisse en investissement de 23% en AP et de 51% en CP, c'est une forte baisse et pas un maintien qui nous est proposé et j'ai ressenti cette baisse comme un accord avec l'amendement 52 de la droite, je cite ' le groupe MP note que ces critiques récurrentes ont porté puisque l'exécutif régional a décidé de présenter le budget actions internationales en baisse'.

Nous avons donc décidé de présenter un certain nombre d'amendements prenant en compte nos priorités comme le budget pour les coopérations avec les pays en APD en proposant le maintien des coopération avec Kayes, Nouakchott, Antananarivo (réalisation du programme PAMU, programme d'amélioration de la mobilité urbaine), Jérusalem Est(projet culturel) , le redémarrage de la coopération avec Dakar (projet spécifique, la grande muraille verte. La grande muraille verte est un projet visant à lutter contre l'avancée du désert de cette région, en reboisant une bande de 15 kms de large sur 7000 km de long de Dakar à Djibouti) et enfin finaliser l'accord avec Casablanca.

Notre autre priorité ce sont les associations, nous avons 4 dispositifs, 2 dispositifs solidarité international en fonctionnement et en investissement relancé en 2014 suite à deux amendements d'EELV, le dispositif Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) et le dispositif Méditerranée. Grace à ces dispositifs nous avons pu répondre favorablement à plus de 150 associations sur plus de 300 demandes. Nous proposerons deux amendements en investissement pour Aramis et solidarité internationale et nous soutiendrons l'amendement du front de gauche sur le dispositif Méditerranée.

Sur l'aide à la reconstruction suite à notre amendement en Commission Permanente, nous allons poursuivre notre engagement à Haïti (des projets sont en attente comme le système de fourniture en eau dans la section communale de Pont-Tamarin, l'appui aux bibliothèques communautaires de Gonaïves), cet engagement avait été très ralenti pour ne pas dire stoppé, engagement également pour d'éventuelles actions en aide à la reconstruction à Gaza.

Masquer l'historique des mails

On proposera également un amendement pour ne pas arrêter le fond d'urgence en investissement comme proposé, mais le continuer, cette aide est surtout symbolique, aide aux réfugiés d'Irak et de Syrie qu'ils soient Kurdes, Chrétiens ou Musulmans, aide au Libéria pour lutter contre l'épidémie Ebola, mais ce sont des symboles humainement très forts.

Notre vote final sur ce budget 2015 dépendra naturellement de la suite que l'exécutif donnera à nos amendements mais nous devons dire à ce jour nous sommes assez loin de notre engagement de nous mobiliser pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement et lutter contre le dérèglement climatique et nous nous étions engagé à consacrer 0,7% du budget de la région à la solidarité Nord-Sud au sein des politiques régionales ?

Ce n'est pas faire injure de dire que nous n'avons pas atteint notre objectif et nous le regretterons fortement.

Je vous remercie